

http://www.g20.org/pub_communiques.aspx

http://www.g20.org/Documents/g20_communique_020409.pdf

London Summit – Leaders’ Statement

2 April 2009

G20 draft communiqué

1. **Introduction** Nous, dirigeants du groupe des vingt nous sommes réunis à Londres le 2 Avril 2009.
2. Nous faisons désormais face au plus grand des défis pour le monde économique des temps modernes, une crise qui s’est amplifiée depuis notre dernière rencontre, affectant la vie des femmes, hommes et enfants dans chaque pays, que tous les pays doivent résoudre ensemble.. Une crise globale demande une solution globale.
3. **Une solution globale** Nous partons de la conviction que la prospérité est indivisible, que le développement, pour être soutenable doit être partagé et que notre plan global pour la récupération doit avoir dans son cœur les besoins et jobs des familles travaillant durement, pas seulement dans les pays développés mais dans les marchés émergents et les pays les plus pauvres du monde aussi, et doivent refléter l’intérêt non seulement des populations d’aujourd’hui mais aussi des futures générations. Nous croyons que le seul fondement sur lequel pour une globalisation soutenable et une prospérité en progression pour tous est une économie mondiale ouverte basée sur les principes du marché, une régulation effective et des institutions globales robustes.
4. Nous nous sommes donc engagés à :
 - Rétablir la confiance, la croissance et les emplois
 - Réparer le système financier pour rétablir les prêts
 - Consolider la régulation financière pour reconstruire la confiance
 - Financer et réformer nos institutions financières internationales pour dépasser la crise et en prévenir d’autres dans l’avenir.
 - Promouvoir le commerce global et les investissements en rejetant le protectionnisme pour consolider la prospérité et..
 - Conduire un rétablissement vert et soutenable...

En agissant ensemble pour remplir ces engagements nous conduirons l’économie mondiale hors de la récession et empêcherons qu’une crise comme celle-ci se reproduise dans l’avenir.

5. L’accord que nous avons trouvé aujourd’hui pour tripler les ressources disponibles pour le FMI de 750 milliards de dollars, pour soutenir de nouveaux droits de tirage spéciaux de 250 milliards de dollars, pour soutenir au moins 100 milliards de dollars de prêts additionnels par les banques du développement multilatéral (MDB’s), pour assurer un support de 250 milliards de dollars pour financer le commerce et pour utiliser les ressources supplémentaires de ventes d’or autorisées par le FMI pour un financement concédé (concessionnal finance ?) pour les pays les plus pauvres constitue un programme additionnel de 1,1 téra dollars (1téra\$=mille milliards de \$) de soutien pour restaurer le crédit, le développement et les emplois dans l’économie mondiale. Ensemble, avec les mesures que nous avons prises nationalement, ceci constitue un plan global pour le rétablissement d’une échelle sans précédent.

Restaurer la croissance et les emplois

6. Nous entreprenons une expansion fiscale concertée sans précédents qui sauvera ou créera des millions d'emplois qui autrement auraient été détruits et ceci va à la fin de l'an prochain augmenter le produit [de l'impôt ? question du traducteur] à hauteur de 5 tera\$ soit 4% et accélèrera la transition vers une économie verte. Nous nous engageons à fournir un effort fiscal de soutien à une échelle nécessaire pour restaurer la croissance.
7. **Nos banques centrales** ont aussi pris des actions exceptionnelles, réduisant agressivement les taux d'intérêt dans beaucoup de pays et nos banques centrales se sont engagées à soutenir les politiques d'expansion aussi longtemps que nécessaire, en utilisant le spectre complet des instruments de politique monétaire, incluant des instruments non conventionnels de politiques compatibles avec la stabilité des prix.
8. Nos actions pour rétablir la croissance ne peuvent être efficaces sans rétablir le crédit domestique et les flux de capitaux internationaux. Nous avons fourni un support complet et significatif à notre système bancaire pour fournir des liquidités, recapitaliser les institutions financières et prendre en compte (decisively ?) le problème des actifs toxiques. Nous nous sommes engagés à prendre toutes les actions nécessaires pour restaurer le flux normal du crédit à travers le système financier et assurer le fonctionnement harmonieux des importantes institutions systémiques, dans le cadre agréé au G20 pour restaurer le crédit et « réparer » le secteur financier.
9. Ces actions ensemble constitueront le plus grand stimuli fiscal et monétaire, le programme support le plus complet pour le secteur financier et la plus grande mobilisation de ressources pour soutenir les flux financiers globaux des temps modernes. Agir ensemble renforce l'impact et la politique d'actions exceptionnelles annoncés jusqu'à présent doit être mis en oeuvre sans délais. Aujourd'hui, nous nous sommes mis d'accord sur plus de 1 tera\$ de ressources additionnelles pour l'économie mondiale à travers nos institutions financières internationales et le financement du commerce.
10. Le mois dernier le FMI estimait que la croissance mondiale en termes réels reprendrait et croîtrait de plus de 2% à la fin 2010. Nous avons confiance dans les actions agréées aujourd'hui et notre engagement inébranlable pour travailler ensemble pour restaurer la croissance et l'emploi tout en respectant une fiscalité à long terme supportable va accélérer le retour de la tendance à la croissance. Nous nous engageons aujourd'hui à prendre toute action nécessaire pour sécuriser cet objectif, et nous appelons le FMI à rendre compte régulièrement des actions prises et des actions globales nécessaires.
11. Nous sommes résolus à assurer la supportabilité fiscale à long terme et la stabilité des prix et mettrons en place des stratégies de crédits échappatoires pour les mesures qui nécessitent d'être prises maintenant pour supporter le secteur financier et restaurer la demande globale. Nous sommes convaincus que en mettant en oeuvre les politiques que nous avons agréées nous limiterons le coût à long terme pour nos économies, réduisant ainsi l'échelle de la consolidation fiscale nécessaire à long terme.
12. Nous conduirons toutes nos politiques économiques en coopération et de façon responsable par rapport à l'impact sur les autres pays et lutterons contre (will refrain) la tentation des dévaluation compétitives de nos monnaies en promouvant un système de monnaies international stable et fonctionnant bien. Nous soutiendrons, maintenant et dans l'avenir, la surveillance franche, équitable et indépendante de nos économies et du secteur

financier, ainsi que de l'impact de nos politiques sur les autres et du risque pour l'économie globale, par le FMI.

Consolider la supervision financière et la régulation

13. Les failles majeures dans le secteur financier, la régulation financière et la supervision ont été les causes fondamentales de la crise. La confiance ne sera pas rétablie tant que nous n'aurons pas reconstruit la confiance dans notre système financier. Nous allons prendre l'action de construire un cadre de régulation et supervision du futur secteur financier plus solide, plus globalement cohérent, qui supportera une croissance soutenable et servira les besoins des affaires et des citoyens.
14. Chacun est d'accord pour considérer que nos systèmes de régulation domestiques sont solides. Mais nous sommes aussi d'accord pour établir une plus grande cohérence et coopération systématique entre pays, et le cadre de hauts standards internationaux agréés qu'un système financier global demande. Renforcer la régulation et la supervision doit promouvoir la propriété, l'intégrité et la transparence, garder contre le risque à travers le système financier, amortir plutôt qu'amplifier les cycles financiers et économiques, réduire la dépendance envers des sources de financements risquées et inappropriées, et décourager les prises de risques excessives. Les régulateurs et les superviseurs doivent protéger les consommateurs et les investisseurs, soutenir la discipline du marché, éviter les impacts adverses sur les autres pays, favoriser l'arbitrage et la régulation, supporter la compétition, le dynamisme, et l'innovation sur les marchés.
15. Dans ce but, nous mettons en application le plan d'action agréé à notre dernière réunion [NDT : Janvier, Washington] et rappelé dans le rapport attaché. Nous avons aussi rédigé aujourd'hui une déclaration « renforcer le système financier ». En particulier, nous sommes d'accord pour :
 - Etablir un nouveau conseil financier de stabilité (FSB) avec un mandat renforcé, comme successeur du forum de stabilité financière (FSF) incluant tous les pays du G20, les membres du FSR, l'Espagne et la Commission européenne ;
 - Que le FSB collabore avec le FMI pour fournir des alertes sur les risques macroéconomiques et financiers et les actions à prendre pour les anticiper.
 - Reformuler notre système de régulation de telle sorte que notre autorité soit capable d'identifier et prendre en compte les risques macro-prudentiels [NDT : risques de trop en faire ?]
 - De développer la régulation et la supervision à toutes les institutions financières, instruments et marchés importants. Ceci inclura pour la première fois les « hedge funds » systématiquement importants.
 - D'accepter et mettre en oeuvre les nouveaux principes contraignant de paiement et compensation du FSF et de soutenir des schémas de compensation soutenables et la responsabilité corporative de toutes les entreprises.
 - De prendre des mesures, une fois la reprise assurée, pour améliorer la qualité, quantité et cohérence internationale du capital dans le système bancaire. Dans l'avenir, la régulation doit prévenir les effets de levier excessifs et nécessite des tampons de ressources à mettre en place en temps utile.
 - De prendre des mesures contre les juridictions non-coopératives, incluant les paradis fiscaux. Nous sommes prêts à déployer des sanctions pour protéger nos finances publiques et nos systèmes financiers. L'époque du secret bancaire est terminée. Nous

notons que l'OCDE a publié aujourd'hui une liste de pays déclarés par le global forum contre les standards internationaux pour l'échange d'informations fiscales.

- Appeler les rédacteurs de normes de comptabilité à travailler de façon urgente avec les superviseurs et régulateurs pour améliorer les standards sur l'évaluation et l'approvisionnement et obtenir une ensemble unique de normes de comptabilité globales et de grande qualité, et ..
 - D'étendre régulation et supervision aux agences de notation pour assurer qu'elles respectent le code international de bonne pratique, particulièrement pour prévenir des conflits d'intérêt inacceptables.
16. Nous donnons instruction à nos ministres des finances pour finaliser la mise en oeuvre de ces décisions en ligne avec le calendrier défini dans le plan d'action. Nous avons demandé au FSB et au FMI de suivre la progression, travaillant avec le groupe de travail d'action financière (financial action taskforce) et les autres groupes concernés et de fournir un rapport pour la prochaine réunion de nos ministres des finances en Ecosse en Novembre.

Consolider nos institutions financières globales.

17. Les pays émergents et en développement qui ont été les moteurs de la récente croissance mondiale sont aussi désormais soumis à des défis qui s'ajoutent au retournement de l'économie globale. Il est impératif que les capitaux continuent à couler vers eux. Ceci nécessitera un renforcement substantiel des institutions financières internationales, particulièrement du FMI. Nous avons donc agréé aujourd'hui de rendre disponible un montant de ressources supplémentaires à travers les institutions financières globales pour soutenir la croissance dans les marchés émergents et pays en développement par une aide pour financer les dépenses contre-cycliques, les recapitalisations bancaires, les infrastructures, le financement du commerce, le soutien des balances de paiement, les remboursement de dettes et le support social. A cette fin :
- Nous avons accepté de renforcer les ressources disponibles au FMI par financement immédiat de ses membres pour 250 milliards de dollars, inclus dans un nouvel arrangement pour emprunter étendu et plus flexible, augmenté jusqu'à 500 milliards \$ et en faisant appel au marché du crédit si nécessaire, et ..
 - nous soutenons un accroissement substantiel des prêts d'au moins 100 milliards \$ par les MDBs inclusivement pour les pays aux plus bas revenus et vérifions que toutes les MDBs ont le capital nécessaire.
18. Il est essentiel que ces ressources puissent être utilisées effectivement et de façon flexible pour supporter la croissance. Nous saluons dans ce domaine les progrès faits par le FMI avec ses nouvelles lignes de crédit flexibles (FCL) et son cadre réformé de conditions de prêts qui permet au FMI d'être sûr que ses prestations servent effectivement les besoins de financement des balances de paiement, particulièrement la suppression des flux de capitaux vers les banques et les entreprises. Nous supportons la décision du Mexique de demander un arrangement FCL.
19. Nous avons été d'accord pour soutenir une allocation de fonds de tirage spéciaux (SDR allocation) qui injectera 250 milliards \$ dans l'économie mondiale et augmentera la liquidité globale. Et ratification urgente du 4ème amendement [NDT : voir *IMF's Board of Governors, September 1997*]

20. En vue pour nos institutions financières d'aider à gérer la crise et éviter des crises futures, nous devons renforcer leur pertinence, efficacité et légitimité à plus long terme. A côté de l'accroissement significatif des ressources agréé aujourd'hui, nous sommes décidé à réformer et moderniser les institutions financières pour assurer qu'elles puissent assister les membres et les actionnaires effectivement dans le nouveau défi auquel ils font face. Nous allons transformer leur mandat, objectif et gouvernance pour refléter les changements dans l'économie mondiale et le nouveau défi de la globalisation, et pour que les économies émergentes et en développement incluant les plus pauvres puissent avoir une plus grande représentation et plus de voix. Ceci doit s'accompagner d'actions pour accroître la crédibilité et la responsabilité des institutions à travers une meilleure stratégie de surveillance et de prise de décisions. Dans ce but :
- Nous nous engageons à compléter l'ensemble de réformes de quotas et voix au FMI agréé en avril 2008 et à appeler le FMI à compléter la prochaine revue des quotas par janvier 2011.
 - Nous agréons, en parallèle, la considération à donner à une plus grande implication des gouverneurs du fond en fournissant une direction stratégique au FMI et en augmentant sa responsabilité.
 - Nous nous engageons à mettre en oeuvre la réforme de la banque mondiale agréée en octobre 2008. Nous espérons de nouvelles recommandations, à la prochaine réunion, sur la réforme des voix et représentations avec un calendrier accéléré, à agréer à la réunion du printemps.
 - Nous sommes d'accord pour que les têtes et l'autorité « sénioriale » des institutions financières internationales soient désignés à travers un processus ouvert, transparent et au mérite, et ..
 - Poursuivant la revue du FMI et de la banque mondiale, nous avons demandé aux présidents, travaillant avec les ministres des finances du G20, de consulter inclusivement et largement et de rapporter à la prochaine réunion des propositions pour des réformes complémentaires améliorant la réponse et l'adaptabilité des institutions financières.
21. En plus de réformer nos institutions financières pour les nouveaux défis de la globalisation nous avons le désir d'un nouveau consensus global sur les valeurs clé et les principes qui favoriseront des activités économiques soutenables. Nous soutenons la discussion d'une charte pour une activité économique soutenable à approfondir à notre prochaine rencontre. Nous prenons note du travail commencé dans d'autres forums à ce sujet et souhaitons des débats complémentaires sur cette charte pour une activité économique soutenable.

Resister au protectionnisme et promouvoir le commerce global et l'investissement

22. La croissance du commerce international a fixé une prospérité croissante pour un demi siècle. Elle est en échec pour la première fois en 25 ans. La demande de l'échec est exacerbée par les pressions croissantes du protectionnisme et une disparition du crédit commercial. Revivifier le commerce mondial et l'investissement sont essentiels pour restaurer le développement global. Nous ne referons pas l'erreur historique du protectionnisme des ères passées. A cette fin :
- Nous réaffirmons l'engagement fait à Washington de nous abstenir de lever de nouvelles barrières à l'investissement et au commerce des biens et des services, imposant de nouvelles restrictions à l'export ou fabriquant des mesures inconsistantes

à l'OMC pour stimuler les exportations ; De plus, nous contrecarrons promptement toute mesure de ce genre. Nous étendons cet engagement jusqu'à la fin de 2010.

- Nous minimiserons tout impact négatif sur le commerce et les investissements de nos mesures de politiques domestiques incluant la politique fiscale et les actions supportant le secteur financier. Nous ne reculerons pas dans le protectionnisme financier, particulièrement dans ses mesures qui contrarieraient les flux financiers mondiaux, spécialement pour les pays en développement.
 - Nous alerterons rapidement l'OMC de toute mesure en ce sens et nous appelons l'OMC et les autres corps internationaux, dans leurs mandats respectifs à suivre et rapporter publiquement notre adhésion à ces engagements, sur une base trimestrielle.
 - Nous prendrons, en même temps, toutes les dispositions que nous pourrions pour favoriser et faciliter le commerce et les investissements, et ..
 - Nous assurerons la disponibilité d'au moins 250 milliards \$ sur les deux prochaines années pour soutenir le financement du commerce à travers nos agences de crédit à l'export et d'investissements et à travers les MDBs. Nous demandons aussi à nos régulateurs d'utiliser toutes les flexibilités en demandes de capital pour le financement du commerce.
23. Nous demeurons engagés dans la recherche d'une conclusion ambitieuse et équilibrée au cycle de Doha nécessaire et urgente. Ceci poussera l'économie globale pour au moins 150 milliards\$ par an. Pour y parvenir, nous nous engageons à construire sur les progrès déjà réalisés, incluant ceux sur les modalités.
24. Nous porterons une attention renouvelée et politique à ce sujet critique dans la période à venir et utiliserons notre effort constant et toutes les réunions internationales qui pourront le faire progresser.

Assurer un rétablissement juste et soutenable pour tous

25. Nous sommes décidés non seulement à restaurer la croissance mais pour poser les fondations d'une économie mondiale juste et soutenable. Nous reconnaissons que la crise actuelle a un impact disproportionné sur les plus vulnérables dans les pays les plus pauvres et reconnaissons notre responsabilité collective pour atténuer l'impact social de la crise et minimiser les dommages à long terme sur le potentiel global. A cette fin ..
- nous réaffirmons notre engagement historique pour atteindre les buts du millénaire sur le développement et pour satisfaire à nos engagements respectifs dans les ODA (Oversea Development Assistance) , incluant les engagements à l'aide pour le commerce, le soulagement de la dette et les engagements du G8 (Glineagle commitments), spécialement pour l'Afrique sud-Saharienne..
 - Les mesures et décisions que nous avons prises aujourd'hui procureront 50 milliards\$ pour soutenir la protection sociale, pousser le commerce et sécuriser le développement dans les pays à bas revenu, comme partie de la progression significative du support dans la crise de ces derniers et des autres pays en développement et marchés émergents.
 - Nous rendons disponibles des ressources pour la protection sociale des pays les plus pauvres, y compris à travers des investissements à long terme dans la sécurité alimentaire et au travers de contributions bi-latérales à la banque mondiale dans le cadre du management du risque social incluant le service de crise d'infrastructure (ISF) et le fond de réponse sociale rapide (RSRF).

- Nous nous sommes engagés, en cohérence avec le nouveau modèle de revenu, que les ressources additionnelles pour la vente agréée d'or par le FMI sera utilisé, avec d'autres revenus en surplus, pour procurer 6 milliards additionnels de financement concessionnaire et flexible pour les pays les plus pauvres sur les 2 ou 3 prochaines années. Nous appelons le FMI à venir avec des propositions concrètes le printemps prochain.
 - Nous avons accepté de revoir la flexibilité du cadre de soutenabilité de la dette et appelons le FMI et la banque mondiale à reporter à l'IMFC (comité international monétaire et financier) et au comité de développement (DC) au rendez-vous annuel, et
 - nous appelons les Nations Unies travaillant avec les autres institutions globales à établir un mécanisme effectif pour surveiller l'impact de la crise sur les plus pauvres et les plus vulnérables.
26. Nous reconnaissons la dimension humaine de la crise : Nous nous engageons à supporter ceux qui sont affectés par la crise en créant des opportunités d'emploi et au travers des mesures de support de revenus. Nous construirons un marché du travail juste et amical-familial pour les femmes et les hommes. Nous saluons en conséquence le rapport de la conférence dt travail de Londres et du sommet social de Rome et les principes de base qu'ils ont proposé. Nous soutiendrons l'emploi en stimulant la croissance, investissant dans l'éducation et la formation, et à travers des politiques de marché du travail actives, focalisant sur les plus vulnérables. Nous appelons les organisations internationales du travail (ILO) avec les autres organisations concernées à rapporter les actions prises et celles nécessaires pour l'avenir.
27. Nous agréons de faire le meilleur usage possible des investissements créés par les programmes de stimulation fiscale dans le but de construire un rétablissement solide, soutenable et vert. Nous ferons la transition vers des technologies propres, innovatrices, de efficaces et à faible teneur en carbone et des infrastructures efficaces. Nous encourageons les MDBs à contribuer pleinement à la réussite de ces objectifs. Nous identifierons et travaillerons ensemble sur des mesures complémentaires pour construire des économies soutenables.
28. Nous réaffirmons notre engagement pour faire face à la menace des changements climatiques irréversibles, sur le principe de responsabilités communes mais différenciées et pour atteindre un accord à la conférence sur les changements climatiques de Copenhague en Décembre 2009